

# Le *travaille*ur alpin

Résister, vivre ensemble autrement

n°262 - janvier 2017  
3€

## **AIDES À DOMICILE. ON EN A TANT BESOIN**

AIDE À DOMICILE, C'EST D'ABORD UN MÉTIER DE L'HUMAIN. CAR IL Y A AUSSI DES VIEILLESSES DIFFICILES. MÉTIER MAL RECONNU, POURTANT. MÉTIER D'AVENIR : LES BESOINS EXPLOSENT. REPORTAGE À L'ADPA À GRENOBLE. PERSPECTIVES.

 - DOSSIER • P. 10-13

### **GRENOBLE. LE DIALOGUE TOUJOURS REFUSÉ**

*Ou quand réunion  
du conseil municipal  
rime avec CRS*

 - P. 8

### **FÊTE DU TA. C'EST DÉJÀ SUR LES RAILS**

*Comment l'édition 2017  
se prépare  
depuis trois mois.*

 - P. 5

### **NORD ISÈRE. AGENTS D'ENTRETIEN, L'EXPERTISE**

*À l'initiative de la CGT,  
une campagne de la  
communauté d'agglomération.*

 - P. 7



## ÉDITO

### L'ÉMERGENCE D'UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE

La primaire socialiste s'organise, après celles des écologistes et des Républicains. Chacune nous a réservé des surprises. Mais peu importe ce dernier résultat, il faut nous projeter dans la bataille « d'après », celle des législatives !

Car oui, cette bataille commence dès à présent et doit nous permettre de mettre dans le débat l'utilité du parlement, l'utilité des député-e-s communistes à l'assemblée nationale. Emploi, protection sociale, pouvoir d'achat, services publics, qui mieux que nos député-e-s peuvent s'opposer au recul de société que propose François Fillon ? Nous avons besoin dans cette bataille de femmes et d'hommes qui argumentent, opposent projet contre projet et crédibilisent une alternative au libéralisme.

Oui, la bataille des législatives s'ouvre et en Isère comme partout en France, les communistes sont disponibles pour présenter ou soutenir des candidat-e-s dans chaque circonscription, pour renforcer le groupe des parlementaires communistes, Front de gauche et partenaires. ★

ANNIE DAVID  
SÉNATRICE DE L'ISÈRE,  
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE VILLARD-BONNOT



Simone Torres



Max Blanchard

## Sommaire

n°262  
janvier 2017

### DOSSIER

#### L'aide à domicile

10 à 13

PCF

#### Réflexion pour l'action avec les militants des quartiers populaires

3

MÉTROPOLE

#### Un collectif se crée pour ouvrir le débat entre militants de gauche

4

CHARAVINES

#### Arjo Wiggins, le projet de la start up et de la CGT s'est heurté à l'argent

6

SCIENCES

#### Un reniement présidentiel qui coûte très cher à la recherche comme à la France

14

SPORTS

#### Franck Clet, un élu atypique à Saint-Martin-d'Hères

16



Bob Van Meer



Service Communication Saint-Martin-d'Hères

Mensuel édité par la Fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :** Annie David // **DIRECTEUR :** Pierre Labriet // **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud // **RÉDACTION :** Max Blanchard, Jean-Claude Lamarche, Pierre Labriet, Bob Van Meer, Luc Renaud, Régine Hausermann, François Perez, Simone Torres, Nathalie Veyret, Brice Di Gennaro, Édouard Schoene, Sylvestre Huet // **SITE INTERNET :** en construction... // **JEUX :** Bob Van Meer // **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Bob Van Meer, Luc Renaud // **COMMISSION PARITAIRE** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 // **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 67 50 // **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 // **PRIX :** 3,00€ // **CONTACT :** Tél. 04 76 87 70 61, Fax 04 76 87 86 79



# Quartiers : tisser les fils du débat

LUC RENAUD

**Les communistes de l'Isère ont créé un collectif pour mieux faire de la politique dans les quartiers populaires**

Certes, il n'y a guère que les communistes qui fassent de la politique dans les quartiers populaires en dehors des périodes électorales et sans se cacher. Est-ce suffisant ? Le taux d'abstention aux élections, indicateur qui en vaut un autre, montre bien que non.

Alors, l'incantation sur le thème « ça va mal ! » ? La désespérance n'a jamais constitué un projet politique. Encore moins ouvert la porte de l'espoir. Raison pour laquelle les communistes se proposent de tisser du lien autour de l'intérêt général, de ce qui fait commun, de la gestion de la cité.

La fédération de l'Isère du PCF a pour cela décidé de créer un collectif de militants chargé d'élaborer des propositions. « *Il ne s'agit pas pour nous de définir une manière spécifique de nous adresser aux habitants des quartiers populaires, précise Nathalie Veyret, animatrice de ce collectif avec Tarek Mandhouj, les questions politiques qui se posent dans les cités sont les mêmes qu'ailleurs, c'est la vie qui y est plus dure* ».

**LE SOUHAIT DES COMMUNISTES**, c'est d'intervenir sur le quotidien en contribuant au rassemblement dans les luttes. Sur le logement, par exemple. Depuis plusieurs années, des logements sociaux sont détruits. D'autres sont construits, sans doute mieux isolés et plus conformes aux normes en vigueur. Mais les appartements sont aussi plus petits et plus chers. Et « *ce sont des vies qu'on détruit* ». Faut-il continuer dans cette voie ? Reposer le problème des contenus de la rénovation ?



luc renaud

Agir pour mieux vivre dans les quartiers populaires.

C'est l'une des idées que les communistes habitant des quartiers populaires peuvent débattre avec leurs voisins. Autres pistes, la proximité des services publics, la desserte par les transports en commun, le droit à l'éducation, à

la santé... La possibilité d'aller au spectacle, à la bibliothèque ou voir une expo, aussi, naturellement.

**ET PUIS LE DÉBAT SUR** le renforcement du PCF. « *Il faut dire les choses telles qu'elles sont : l'affaiblissement du parti communiste a facilité les politiques qui rendent la vie plus dure à ceux pour qui la fin du mois commence dès le 5, qui subissent des temps partiels ou n'ont pas de perspective d'emploi* », relève Nathalie.

Les projets fleurissent. Comme cette envie d'organiser un débat à Fontaine sur le droit de vote, ce que signifie ce droit pour ceux qui ne l'ont pas, ce à quoi il peut servir quand on l'a. Des projets, mais déjà un point de départ. La réflexion pour l'action est lancée. 

## Un courriel pour agir

Pour contacter le collectif, une adresse de courriel a été créée : [quartiers-populaires-jeunesse.pcf38@laposte.net](mailto:quartiers-populaires-jeunesse.pcf38@laposte.net)

Un moyen de s'informer et surtout d'informer : toutes les idées sont bonnes à prendre. Et puis aussi de se joindre à une réflexion qui se promet un bel avenir. Réflexion mais pas uniquement : rejoindre ce collectif, c'est aussi proposer et participer à l'action sur le terrain.



# Rassembler à gauche? Chiche!

MAX BLANCHARD

**Nouvelle initiative pour le débat à gauche avec le concours d'élus socialistes et EELV.**

Un nouveau collectif citoyen ? Cet exercice qui fait la vitalité de la démocratie à la grenobloise depuis des décennies ? Pas vraiment. La chose politique « les communs métropolitains » ne relève pas précisément de ce que l'on peut appeler « la base ». On y retrouve d'anciens élus socialistes de la municipalité Destot et d'actuels élus EELV qui siègent dans celle de Piolle. Lorsque, curieux de cette création, nous avons demandé à rencontrer « les communs », c'est Yann Mongaburu qui s'est présenté.

Ce qui ne suffit certes pas à disqualifier la démarche. Elle regroupe des militants socialistes en mal de leur parti — comme on les comprend —, des membres du PG à la recherche d'un équilibre entre l'insoumission nationale et le peu de cas que l'on fait d'eux à la direction municipale, des écologistes soucieux d'un avenir post-accord électoral avec le PS, « *des Nuit debout, syndicalistes, et beaucoup de non encartés...* », précise Soukaïna Larabi, socialiste et mili-

**La culture dans les quartiers populaires ou le droit syndical...**



Max Blanchard

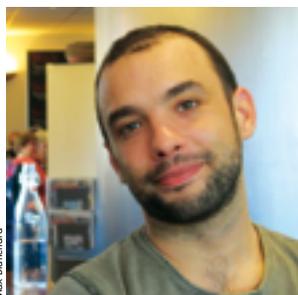
Soukaïna Larabi, militante socialiste, l'une des porte-parole des « communs ».

tante dans la 3e circonscription où Michel Destot est finalement candidat. Reste le projet. « *Nous disons : venez comme vous êtes, continuez avec votre organisation, votre candidat, on est différent mais on peut réfléchir ensemble* », insiste Soukaïana Larabi, tandis que Yann Mongaburu ajoute : « *en cherchant ensemble, on peut faire bouger les lignes, sans savoir jusqu'où ça peut nous emmener* ».

Rassembler, sur des valeurs qui sont par exemple celle de la culture dans les quartiers populaires ou de la défense des bourses du travail, on ne peut qu'applaudir. « *Nous tendons la main, sans préalable, à toutes les forces de*

*gauche qui combattent l'austérité; les militants qui ne veulent pas baisser les bras ont tout intérêt à discuter* », déclarait Mickaël, militant communiste grenoblois dans le numéro de novembre du TA.

Alors, chiche? Rassembler, construire dans les luttes, nationales et locales, contre l'austérité? Pour que la gauche porte au second tour, un candidat anti-austérité, autrement dit Jean-Luc Mélenchon? Et puis élise de nombreux députés? Parce que c'est ça, aussi, qui concerne le peuple de gauche dans l'immédiat. ★



Max Blanchard

## Les initiateurs des communs métropolitains

« *Les communs métropolitains* » avaient choisi quatre porte-parole pour présenter leur initiative à la presse. Claude Coutaz est conseiller municipal, membre de la majorité. Maryvonne Boileau est conseillère municipale, déléguée à la politique de la ville. Céline Delattes est militante socialiste, ancienne élue de la municipalité Destot, où elle était adjointe à la petite enfance. Soukaïna Larabi est une jeune militante socialiste. Un porte-parole supplémentaire pour le Travailleur alpin : Yann Mongaburu, Europe écologie les Verts, conseiller municipal délégué à l'intercommunalité, vice-président de la Métro et président du Syndicat mixte des transports en commun. ★



DR

Lorsque les militants arrivent sur le site de la fête, tout est à construire. Et il faudra ensuite tout démonter.

## Fête du TA. Le travail de l'ombre

LUC RENAUD

**Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les dessous de la fête en hiver. L'édition 2017 est sur les rails.**

C'est parti. Depuis octobre, même. Le rythme de l'organisation est rodé. Au fil de ses réunions d'automne le collectif de la fête dresse un bilan puis lance les demandes : devis, prêts de matériel... C'est surtout sur la programmation que porte l'effort. Compte tenu de l'importance de la fête et du ni-

veau des plateaux artistiques, les contacts doivent être pris en novembre avec les tourneurs qui gèrent les engagements dans les festivals de tout le pays. Là, c'est affaire de connaissances ; de reconnaissance aussi de la fête pour ce qu'elle est : populaire et politique. Les têtes d'affiche seront « signées » d'ici fin janvier.

En janvier, la communication s'organise. Vignettes, affiches, flyers, tout doit être prêt avant le 1er mai. En Isère, la manif n'est pas seulement celle de la fête du travail, c'est aussi la première diffusion en grand de la vignette. Et puis il y a la communication numérique. L'édition

2016 a systématisé sa présence sur les réseaux sociaux. Ca a fonctionné : une pierre de plus à la construction du succès.

Ce début d'année, c'est encore le moment où les responsables de l'organisation — une dizaine de pôles (gestion des entrées, animations, développement durable, matériels...) sont constitués — vont à la rencontre des sections communistes qui le souhaitent : la fête fédérale s'organise avec les militants.

### D'octobre jusqu'au démontage

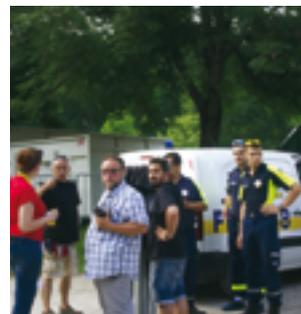
Tout cela mis en place, il faudra passer au concret, réception du matériel, montage. Le rendez-vous est déjà fixé : ce sera à partir du samedi 24 juin, une semaine avant la fête. Là, il faut du monde. Les militants communistes sont à l'oeuvre, pour un, deux jours, une semaine... En fonction des obligations de chacun et du travail de chaque section pour préparer les stands, leur animation politique et festive. Des militants de la fête, également. La notoriété et la convivialité de la fête du TA sont reconnues : une centaine de bénévoles participe au montage, à la tenue de la fête et au démontage. Pour le plaisir d'être au cœur de l'événement.

Une grosse machine. Et la recette du succès : ensemble, pour construire l'espoir dans un pays qui en a tant besoin. ★

*Découvertes du Travailleur alpin : concerts le 11 mars à la Source et le 18 mars à l'Ampérage.*

## Le défi de la sécurité

Etat d'urgence. On s'habitue, on ne mesure pas forcément les implications de la décision gouvernementale. Pour les libertés individuelles, bien sûr. Mais aussi pour l'organisation d'événements publics de toute nature. L'édition 2017 de la fête se prépare ainsi sous l'épée de Damoclès de l'autorisation préfectorale. Avec des incidences concrètes. La possibilité d'exigences accrues, notamment. Ce qui signifie que les stands devront être aux normes et disposer de responsables sécurité, que le nombre exigé d'agents de sécurité pourrait être augmenté, ou que la préfecture pourrait imposer l'usage exclusif de matériels homologués. Le tout induisant des coûts supplémentaires. Quoi qu'il en soit, le collectif de la fête prépare un dossier de sécurité en béton. Au cas où. ★





# 158

C'est le nombre de salariés licenciés en 2015 sur les 207 du site de Charavines.



## Chromatogénie

La chromatogénie est une technique inventée par Daniel Samain, par hasard, en fabriquant un cadeau de Noël à ses enfants. Le patron de la start up grenobloise, BT3 technologies, a développé son brevet avec le Centre technique du papier situé sur le domaine universitaire. La chromatogénie confère au papier une imperméabilité à l'eau et aux graisses par un procédé révolutionnaire par son efficacité, son coût et la recyclabilité du matériau.

# 160

C'est le nombre de salariés à terme, de l'usine de cartons imperméables de Charavines que défendait la CGT. Ce projet maintenait la machine à papier en activité. Il avait le soutien de CREADEV, fonds d'investissement de projets innovants, appartenant à la famille Mulliez, une des plus grandes fortunes de France propriétaire de Auchan, Boulanger, Decathlon. Après six mois d'études, l'usine aurait pu redémarrer en ce mois de janvier 2017.



Julien Riccardi et Alexandre Goncalves, responsables de la Filpac CGT.

# L'usine aurait pu tourner à Charavines

ÉDOUARD SHOENE

**Progrès technique, à Grenoble. Machine disponible, à Charavines. 160 emplois possibles. Mais non.**

« La machine à papier s'est arrêtée le 29 juin 2015 », se souviennent Julien Riccardi et Alexandre Goncalves, militants CGT. En novembre 2015, la direction sort un repreneur de son chapeau, Luc Brami (Global hygiène), pour produire de la ouate de cellulose. Trente-cinq emplois annoncés.

La CGT ne s'en tient pas là et contacte l'inventeur d'une technologie nouvelle, la chromatogénie. Elle est développée par Daniel Samain et sa start up grenobloise, en collaboration avec le Centre technique du papier (\*). Un

projet industriel s'élabore : la production d'un carton nid d'abeille, imperméable et écologique, pour des usages révolutionnaires dans le bâtiment, l'emballage... Le 4 mars 2016, Julien Riccardi, Alexandre Goncalves et Daniel Samain convainquent le fonds d'investissement CREADEV de le financer. Délai d'étude de six mois.

## ArjoWiggins, le choix de la casse

Le 7 mars, réunion du comité d'entreprise. Luc Brami exige que la machine soit démontée « rapidement ». Les élus du personnel donnent unanimement un avis négatif, s'appuyant sur une

expertise qui s'inquiète du surendettement de Brami. ArjoWiggins soutient ce dossier. La « machine à papier », le cœur de l'usine, est dépecée, pour partie jetée à la ferraille, d'avril à juillet. Ce qui rend caduque le projet CGT. Côté politique, élus de droite et socialistes s'opposent au dossier CGT que soutenaient le maire de Charavines, Annie David, sénatrice PCF et Michèle Bonneton députée verte.

Novembre, nouvelle réunion en sous-préfecture. On y apprend que M. Brami a obtenu une promesse de vente d'ArjoWiggins. Et aussi qu'aucun plan de financement n'est finalisé. Une usine fonctionnant sur le principe de la chromatogénie vient d'ouvrir en Corée. ★

(\* voir sur la toile l'article de l'Usine nouvelle du 2/6/16.



Luc Renaud

Le 15 décembre, les agents d'entretien étaient à l'honneur au siège de la communauté d'agglomération.

## CAPI. Changer l'image d'un métier

LUC RENAUD

**En Nord-Isère, le syndicat CGT de la Capi à l'initiative d'une campagne de communication pour modifier le regard porté sur les agents d'entretien. Bon, aussi, pour les revendications.**

Tout est parti du syndicat CGT, majoritaire à la communauté d'agglomération Porte de l'Isère (Capi). Une proposition

### Formations et technicités requises

qui a été reprise par le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : l'objectif était changer le regard du public et des personnels sur le travail des agents d'entretien.

Car ces métiers ont changé. Plus de technicité, davantage de formation... avec des conditions de travail qui restent diffi-

ciles lorsqu'il faut se lever à cinq heures pour nettoyer les bureaux ou marcher des kilomètres dans les rues pour entretenir l'espace public sur l'ensemble du territoire de la communauté.

Cette campagne a associé les services de la communauté d'agglomération et les agents concernés. Un an de labeur. Une année sous l'égide du CHSCT, avec des groupes de travail pour cerner la réalité de ces métiers et celle de leur image auprès du public, mais également au sein des personnels de la Capi.

Tous les outils de communication ont été utilisés. Carte de vœux 2016, articles de presse, journal de la communauté, réalisation de clips, usage immodéré des réseaux sociaux... De quoi faire découvrir l'incivilité à laquelle les agents doivent parfois faire face lorsqu'il s'agit de nettoyer les dépôts d'ordures sauvages. Ou, d'un autre côté, le savoir-faire que mettent en oeuvre les agents d'entretien pour utiliser les matériels...

Avec un mot d'ordre : les agents d'entretien, ce sont des experts qui ne laissent pas de traces. Et ça, c'est du travail. ★

## Un point de départ pour se faire entendre

Cette campagne de communication et surtout la réflexion qui a présidé à son élaboration, c'était aussi le moyen aussi pour les agents de mieux mesurer l'importance de ce qu'il font. Et de se reconnaître fondés à demander les moyens de pouvoir travailler correctement.

Ce que Thierry Bergey, qui intervenait pour le syndicat CGT de la CAPI, soulignait lors de la rencontre de clôture de l'initiative qui se déroulait le 15 décembre dernier au siège de la communauté, à l'Isle d'Abeau : « nous avons enfin obtenu l'autorisation pour les agents d'utiliser les véhicules de services pendant le temps de travail et de nouvelles modalités de la participation employeur aux titres de transport ».

Une avancée qui en appelle d'autres. Changer l'image d'un métier, ce peut être un point de départ.



Luc Renaud

## 2017 : ce sera les discriminations

Le bilan de la campagne sur la revalorisation de l'image des agents d'entretien a été jugé satisfaisant par l'ensemble des intervenants.

Au point que le CHSCT envisage de remettre le couvert avec, cette année, une campagne sur les discriminations. Elle devrait être mise sur pied pour cette année 2017 avec déjà des idées pour une initiative autour du 8 mars.



Luc Renaud

Le 19 décembre, le parvis de la mairie a finalement été dégagé par les CRS.

## Grenoble. Le dialogue refusé

NATHALIE VEYRET

**En décembre, la mobilisation restait toujours d'actualité à la mairie de Grenoble.**

Deux mille quatorze. Grenoble allait devenir le laboratoire de la France rouge et verte. Depuis Grenoble, on en parle dans la presse.

Séances publiques du conseil municipal avec ses filtres à l'entrée, encadrées par les forces de l'ordre. « L'austérité assumée », expliquée aux usagers des services publics, aux fonctionnaires de la ville et à leurs représentants syndicaux. Un langage méprisant parce qu'infantilisant et un projet précurseur du service public de demain : le plan de sauvegarde des ser-

vices publics locaux expliqué à celles et ceux qui ne comprennent rien.

Il s'agit pourtant bien d'un conflit social. Un exemple, les bibliothécaires en lutte depuis six mois. Le collectif « touche pas à nos bibliothèques » agit, en soutien, avec les syndicats CGT FO SUD CNT. « Pour certains, c'est le premier mouvement social, la première grève », explique Stéphanie, militante de la CGT. « Ce sont des postes d'agents supprimés et de dénoncer les effets de langage de la municipalité ».

### Et maintenant, le « tiers lieu adossé »

Aucune concertation, aucun dialogue social... Le maintien du site Alliance est annoncé, assorti d'un « tiers lieu adossé » : un nouvel espace avec coin cuisine et coin lecture? Proposition qui ne répond en rien aux besoins, aux attentes des habitants. Un cabinet est sollicité pour une expertise sans que les techniciennes de terrain soient entendues et reconnues.

Grenoble, érigée en modèle de démocratie participative invente aujourd'hui le modèle d'austérité participative, une espérance déçue. ★



Luc Renaud

**FRANÇOISE  
BREFORT  
SYNDICALISTE  
CGT MAIRIE**

« Nous avons arraché une prise de parole devant les élus pour le

vote du budget, celui qui rend opérant le plan d'austérité. Les agents prennent de plus en plus conscience d'une politique de destruction de l'emploi et des missions, qui touche les plus précaires. Après le vote, la lutte continue. Le changement de position sur la bibliothèque Alliance, avec le maintien de quatre emplois, n'est pas une victoire pour eux, même si le projet annoncé n'a rien de satisfaisant. »



Luc Renaud

**TOM  
ARNAUD  
LYCÉEN**

« Je suis là avec la jeunesse communiste, parce que je pense que la municipalité

de Grenoble manque de transparence. Ils n'ont discuté avec personne. Les élus avaient peut-être des arguments, peut-être qu'il fallait prendre des mesures, faire des fermetures parce que le gouvernement a supprimé des crédits. Mais ça touche des personnes, il faut en parler avant. Les bibliothèques, les MJC, ça concerne tout le monde. Moins d'activités, c'est des problèmes pour les jeunes, les familles. »



Luc Renaud

**CATHERINE  
CHARPINET  
EX-COSECÉTAIRE  
PARTI DE GAUCHE 38**

« Nous avons en juin demandé un moratoire sur l'application de

ce plan. Prendre le temps de la concertation. Suite à ça, notre fédération a été mise sous tutelle, une punition. J'ai été finalement réélue co-secrétaire départementale en septembre, dans une AG préparée par le national. C'est devenu impossible, j'ai démissionné début décembre. Je suis là, avec ceux qui ont cru en nous et ont porté cette municipalité, espérant autre chose que la soumission à l'austérité. »

# Ecopla. Ce mois de janvier sera décisif

LUC RENAUD

**Une tentative de démontage de l'outil industriel a été déjouée avant les fêtes.**

Le réseau a fonctionné. Lorsque, à la veille de Noël, un camion italien est entré dans l'usine tandis que des techniciens commençaient à démonter les équipements sans même que l'administrateur judiciaire en soit informé, la riposte a été immédiate. Plusieurs centaines de personnes se sont relayées pour assurer la garde de l'outil de travail. Un accord est finalement intervenu le 22 décembre : Cuki, le concurrent italien d'Ecopla que la justice a autorisé à racheter l'équipement, s'est engagé à ne rien faire avant le 11 janvier. Les ex-salariés d'Ecopla ont en effet obtenu que des discussions aient lieu le 10 janvier à Paris. Dans l'attente, si le rassemblement permanent était levé, l'usine restait sous surveillance. Le 22 décembre, une délégation



L'opération déménagement mise en échec par la mobilisation.

a tenté de rencontrer François Hollande à Chambéry. Tentative vaine, c'est l'habituel chargé de mission qui les a reçus.

Dans une déclaration rendue publique le jour de la tentative, la fédération com-

muniste de l'Isère a notamment exigé « de nouveau que que les pouvoirs publics, préfet et gouvernement, engagent enfin l'autorité de l'État en faveur du projet industriel des salariés ». ★

## La chaleur de la solidarité

LUC RENAUD

Combien de présents ? Plus de cinq cents, sans doute, le 14 décembre à la bourse du travail de Grenoble. Signe de l'ampleur de la solidarité autour des ex-salariés d'Ecopla.

Les intervenants se succédaient. On retiendra l'hommage rendu par Christophe Chevalier à Annie David, sénatrice, et aux communistes de l'Isère. Ou encore l'intervention d'un représentant des Fralib, venu raconter le combat qui a débouché sur la production et l'emploi avec la création de Scop Ti, qui commercialise la marque de thés et d'infusions 1336.



La foule, le 14 décembre à la bourse.

« Nous avons fait tous les tribunaux et c'est finalement Unilever qui a dû lâcher. »

On retiendra surtout la vitalité des Ecopla dans la lutte, malgré l'épui-

sant marathon juridique auquel les a contraints le refus du ministère de la Justice de faire appel d'un premier jugement. Il reste que, comme le rappelait Laurence Ruffin, de l'Union régionale des Scops, tout est là pour repartir : le savoir-faire, les clients et le tour de table financier.

Reste le nécessaire engagement de l'Etat pour que les salariés puissent reprendre la production dans leur usine. Ce mois de janvier est de ce point de vue décisif.

L'assemblée du 14 décembre a décidé d'une grande initiative publique le 14 janvier à Saint-Vincent-de-Mercuze. ★



# Leur travail, embellir les vieilles

LUC RENAUD & SIMONE TORRES

***L'aide à domicile, c'est un secteur appelé à se développer à la mesure du vieillissement de la population. Ce qui est en jeu, c'est la façon dont nous souhaitons que l'on prenne soin de nos aînés. De nous tous, à quelques années près, somme toute. Denise, Dominique et Nadia, salariées du secteur, nous expliquent comment ça se passe aujourd'hui. Et ce n'est pas forcément rassurant.***

**S**i l'ADPA est la plus ancienne et a même longtemps été la seule association d'aide à domicile aux personnes âgées à Grenoble, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les conditions de travail et la façon de travailler des femmes qui y sont salariées se sont dégradées petit à petit, au fil des années. Aide à domicile, auxiliaire de vie sociale, alors qu'elles ont choisi ce métier pour son côté social, désormais les salariées de l'association se sentent de plus en plus soumises aux lois du marché et au rendement. Elles voulaient aider et à présent on leur demande de ne plus avoir des usagers mais des clients, on leur demande de faire du chiffre, on leur parle rentabilité.

« Auparavant, explique Denise, on accompagnait les gens jusqu'à leur fin de vie, c'était un travail humain, beau, social ». Aide à domicile depuis 1990, elle qui a adoré son métier ne sait plus aujourd'hui vraiment si elle aime son travail. « Les gens me disent : tu as changé. Ça n'est pas moi qui ai changé, c'est mon travail. Pour moi l'ADPA ne mérite plus son nom ; ce n'est plus une association, j'ai l'impression d'être dans une entreprise, les conditions de travail sont devenues horribles. Quand j'ai commencé, on rentrait chez les gens faire du ménage, on s'appropriait et, petit à petit, tout doucement, le lien se créait et avec la confiance, on allait plus loin, vers des soins plus intimes. Aujourd'hui les personnes âgées voient jusqu'à quinze intervenants différents dans la semaine, on impose une toilette, ça n'est pas possible, personne n'a envie de se doucher avec un inconnu ! En bousculant les gens comme ça, on est à la limite de la maltraitance ».

L'ADPA — l'association a pour dénomination officielle « Accompagner à domicile pour préserver l'autonomie » — est un des rares organismes à faire des formations, mais ce sont « des formations superficielles et non diplômantes, en interne, qui sont plus de l'information que de la formation », explique Dominique, 22 ans d'ancienneté. « Un éducateur spécialisé est venu me faire une formation sur le handicap. Il nous a expliqué son métier, comment il faut se comporter et maintenant je suis censée être formée et capable de le faire ! ». Le problème du soin se pose également. Les usagers sont de plus en plus dépendants et ont besoin de gestes techniques pour faire face à leurs difficultés du quotidien. Comme il y a peu

d'aides-soignantes, les fiches de postes sont suffisamment vagues pour que, sous couvert de l'infirmière coordinatrice qui dit qu'elle le peut, l'auxiliaire de vie se retrouve à faire des toilettes à des gens complètement alités, ou handicapés, des personnes de plus de 30 kilos qu'il faut baigner, sortir du bain, sécher. « Quand j'ai commencé, on avait par exemple trente heures chez une personne et on s'adaptait à ses besoins. Aujourd'hui, une responsable nous fait des plannings demi-heure ou heure par heure, et nous dit ce qu'on doit faire. On pointe en arrivant et en partant, sur le téléphone des gens, avec un numéro vert, et il ne faut pas dépasser le temps d'intervention chez la personne sinon elle va payer plein tarif. Ça a dégradé la relation parce qu'au lieu de rentrer, dire bonjour, discuter, il faut vite ne pas oublier de téléphoner et faire de même en partant. C'est dommageable pour tout le monde. Pour nous, c'est un stress permanent, pour la personne âgée, c'est compliqué. On nous demande d'être en empathie, comment fait-on ? Avant on pouvait demander ce qui n'allait pas, maintenant on arrive, on ne se

## Trente-quatre ans d'ancienneté, licenciée pour inaptitude

connait pas, ça devient mécanique, il n'y a plus de suivi, c'est trop compliqué et on n'a pas le temps ».

Nadia, 59 ans, 34 ans d'ancienneté, va être licenciée pour inaptitude, usée par un travail devenu de plus en plus dur. Elle raconte : « Depuis 2012, avec l'arrivée de la télégestion et la continuité de service, le changement est terrible. Au début, on travaillait de 8 heures à midi et de 14 à 18 heures et on avait la possibilité d'une vie de famille. Ils avaient mis des étudiantes pour le week-end, mais ça n'a duré qu'un ou deux ans. Ensuite, on a eu des journées pas possibles ; les secteurs sont très grands et celles qui sont sur Grenoble sont à pied car on ne peut pas stationner en voiture. Le quart d'heure de déplacement n'est souvent pas suffisant. Je partais à 7h1/4, je rentrais à 9h-1/4, j'allais me coucher en rentrant, je n'avais plus le temps de voir mes enfants. Avant d'être arrêtée, je marchais et je pleurais tellement j'étais fatiguée ».





Le 15 décembre dernier, les salariées manifestaient devant le siège de l'association.

## ADPA. Pourquoi elles se mobilisent

SIMONE TORRES

***Pour trouver de l'argent, le conseil départemental impose aux salariées de l'ADPA pertes de revenus et course contre la montre.***

Accompagner à domicile pour préserver l'autonomie (ADPA) est une association à but non lucratif. Avec encore 1 200 salariées il y a quatre ans, ses effectifs sont en baisse permanente et comptent un peu moins de 600 personnes aujourd'hui. L'association recrute et la demande est importante mais

les conditions de travail découragent beaucoup de nouvelles venues qui abandonnent. De fait, la majorité des effectifs est représentée par des femmes de plus de 40 ans.

Les financeurs sont le conseil départemental et les caisses de retraite. Suite au déficit de 300 millions d'euros de l'association, des discussions ont eu lieu avec le conseil départemental, qui veut stopper l'hémorragie. La direction de l'association ayant refusé la présence des organisations syndicales à cette rencontre, le département a organisé une autre réunion avec la présidente de l'associa-

tion et les deux représentants syndicaux des salariés. C'est ainsi que ceux-ci ont appris qu'un accord de 2007, qui donnait quelques petits avantages aux salariés, allait être dénoncé par la direction pour revenir à la convention collective de base de la branche. Concrètement, les frais de déplacement, les majorations

*De 900 à 1 200 euros, au mieux, en fin de carrière*

pour dimanches et jours fériés seront revus à la baisse et il y aura dix euros de perdus pour les jours d'astreintes. Le quart d'heure de déplacement entre deux usagers serait payé en temps réel, ce qui laisse sceptique salariés et syndicats qui redoutent qu'il n'y ait plus que sept minutes de déplacement payées au vu des conditions de travail et de circulation à Grenoble.

Ces changements, qui peuvent paraître minimes, touchent des salariées en grande précarité souvent, pour qui cela fera une grande différence sur des salaires allant de 900 euros à 1 200 euros, au mieux, en fin de carrière. Une centaine de salariées s'est mobilisée jeudi 15 décembre et a réussi à obtenir le maintien d'une journée de congé de pénibilité obtenue par la lutte en 2012. Une assemblée générale des salariées était prévue le 6 janvier à la bourse du travail pour réfléchir aux suites à donner à leur action.



### Le plus important pour elles

*Un message de Denise :* « Ce que je voudrais que vous releviez le plus, c'est qu'on travaille chez des humains, des gens qui ont besoin de social. Il y en a qui ont de petits revenus, qui n'ont pas à manger à la fin du mois et personne n'a conscience de ce que ces gens vivent. Et nous on emporte ça chez nous, on nous dit qu'il ne faut pas mais c'est impossible... on n'a pas le droit de travailler toute la vie pour finir comme ça. »

*Et de Nadia :* « ça fait 34 ans je vois la condition des personnes âgées, c'était très riche, elles racontaient et on se voit à travers elles. Il y a des belles vieilleses mais il y a aussi des vieilleses difficiles, sans soutien. Le plus qu'on souffre c'est de la solitude. »



# Des métiers à la croisée des chemins

SIMONE TORRES

**Linda Benregguig, secrétaire syndicat CGT ADPA Isère, décrit l'organisation à bout de souffle du financement de l'aide à domicile.**

L'aide à domicile est un secteur d'activité très féminisé, présenté comme créateur d'emploi. Mais « l'arrêt de la professionnalisation des salariées a accentué le manque de reconnaissance des professionnelles qui, avec l'obtention d'un diplôme, pouvait sortir de leur position de femme au foyer », note Linda Benregguig. « Le manque de formation actuel déqualifie le métier d'assistante de vie sociale et l'employeur fait la démonstration tous les jours qu'il n'y a pas besoin de diplômes pour exercer ce métier ».

Les associations, et l'ADPA en particulier, sont en grande difficulté financière. D'une part, l'arrivée d'entreprises à but lucratif les concurrence, d'autre part il est nécessaire de sortir du système de financement actuel de tarification. Toutes les associations d'aide à domicile sont sur un tarif horaire qui varie d'un département à un

## L'arrivée d'entreprises à but lucratif



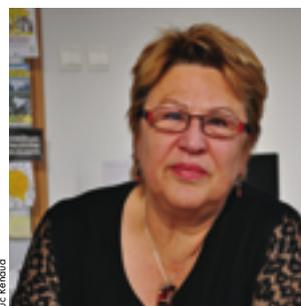
Simone Torres

Linda Benregguig, secrétaire syndicat CGT ADPA Isère.

autre selon ce que le département est prêt à mettre en œuvre comme politique de prise en charge de la perte de l'autonomie. « L'Isère finance assez bien par rapport à d'autres mais ce n'est quand même pas suffisant ». Avec un déficit de plus de 3 millions d'euros cumulés depuis 2014, causé en partie par une tarification plus élevée que la concurrence, l'ADPA accuse une importante perte d'activité et également de salariés.

La tarification est prévue en début d'année. Les dirigeants ont surestimé le nombre d'heures à effectuer, 60000 heures ne l'ont pas été ce qui entraîne l'aggravation

de l'endettement. « Nous ne comprenons pas pourquoi autant d'heures ont été prévues alors que déjà l'an dernier, le nombre d'heures effectuées était inférieur. Le conseil départemental veut revoir le financement à la baisse et la direction ne propose, pour faire des économies, que de supprimer l'accord d'entreprise, légèrement plus favorable que la convention collective, et de réduire le nombre de secteurs ce qui augmentera les temps de transport des salariées. Temps de transport qui seront moins payés... on organise la précarité dans la précarité ».



Luc Renaud

## Sylvette Rochas : pour une prise en charge par la sécu

« Aide à domicile, c'est un métier éprouvant et mal reconnu. Au delà de la nécessaire solidarité pour de meilleures conditions de travail et de rémunération, c'est un problème de société qui se pose. La population vieillit. Le besoin d'accompagnement des personnes âgées explose. Comment saurons-nous y faire face ? La droite propose le recours à des travailleurs indépendants qui s'exploitent eux-mêmes. La voie de la privatisation est la porte ouverte à toutes les dérives : comment contrôler la qualité de la prestation ? On sait les difficultés budgétaires des collectivités locales. Les communistes, avec d'autres, se prononcent pour une prise en charge par la sécurité sociale ; la création d'un cinquième risque, celui de la dépendance ».



# Un reniement à quatre milliards d'euros

SYLVESTRE HUET

François Hollande avait promis de réformer le crédit impôt recherche dont Sarkozy avait fait grimper la facture à six milliards d'euros. Promesse non tenue.

Trois lettres symbolisent ce reniement concernant la politique de recherche. CIR. Crédit d'impôt recherche. Une non-entrée fiscale des entreprises qui approche désormais les six milliards d'euros par an – soit près de deux fois le budget du CNRS. Et dont le montant n'était que d'environ 1,5 milliard avant sa réforme par Nicolas Sarkozy. Qu'en disait le candidat Hollande? « Le crédit impôt recherche (CIR) a triplé depuis 2007, les dépenses de recherches des entreprises ont stagné, et trop d'effets d'aubaine ont joué pour les grandes entreprises. Le rapport Carrez, député UMP, a montré que bénéficiant pour 80% désormais aux grands groupes. Le caractère incitatif du CIR a diminué. Nous réformerons le CIR en le recentrant sur les entreprises qui en font le meilleur usage. » (Nancy, le 5 mars 2012). Une fois élu, il a poursuivi la politique sarkozyste avec les mêmes résultats. Une niche fiscale en explosion. Et des pratiques douteuses des grands groupes et des entreprises financières pour capter cette manne, mises en évidence par la sénatrice communiste Brigitte Gonthier-Morin, dont le rapport a été victime d'une omerta à la dernière minute par une alliance entre la droite et le parti socialiste.

Le CIR a déclenché le développement de toute une ingénierie financière et juridique. Au niveau des groupes



Les salariés concernés n'ont pas cessé d'alerter sur les conséquences du décrochage de la recherche.

industriels et bancaires, les directions financières ont centralisé les demandes faites à Bercy pour optimiser leur impôt, déconnectant la recherche réelle des démarches pour le CIR. L'un des exemples phares de cette déconnexion, c'est Sanofi qui a touché près de 130 millions d'euros de CIR par an tout en diminuant ses effectifs 4700 salariés, dont 2000 ingénieurs, chercheurs et

## Une déconnexion de la recherche réelle qui a conduit à des soupçons de fraude

techniciens de ses laboratoires. De 2008 à 2016, Sanofi a versé près de 30 milliards de dividendes à ses actionnaires.

Il est intéressant de rapprocher la partie infructueuse du CIR, près de quatre milliards d'euros, de cette phrase d'Alain Prochiantz, professeur au Collège de France, dans un éditorial de *Médecine/sciences* : « Constatons seulement que priver la recherche publique de ces 4 milliards supplémentaires (0,2% du PIB) dans son budget annuel condamne

notre pays à décrocher tôt ou tard dans la compétition internationale et à perdre son rang de cinquième ou sixième puissance mondiale dans la production des connaissances. » De leur côté, dans une lettre ouverte à François Hollande, 660 directeurs de laboratoire lui précisait : « Une réforme du crédit impôt recherche permettrait de financer une autre politique et notamment, un plan pluriannuel ambitieux pour l'emploi scientifique, devenu aujourd'hui indispensable. A titre d'exemple la création de 3000 postes représente une somme de 180 millions d'euros soit 3% du CIR qui s'élève à plus de 6000 millions d'euros ! »

En reniant son discours, François Hollande a entravé le nécessaire débat sur l'effort public à mobiliser pour le redressement industriel via la technologie et s'est soumis à un dogme libéral désastreux : ce qui est jugé bon par les propriétaires et gestionnaires des entreprises privées est nécessairement si bon pour l'intérêt général que l'Etat doit le soutenir sans même regarder de quoi il s'agit. ★

# Lyon/Turin.

## Une partie de la solution

JEAN RABATÉ

*C'était il y a 25 ans. Le projet ferroviaire Lyon Turin était mis sur la table. Premières circulations annoncées pour 2025/2030. Histoire.*

À Grenoble comme dans d'autres agglomérations, les pics de pollution, on connaît. Il serait malvenu de contester les mesures prises pour en limiter les effets. Aussi justifiées soient-elles, les restrictions imposées ne sauraient suffire. Elles demandent que soit proposés d'autres moyens de déplacement.

La gratuité du tram et des bus (qu'il conviendrait de pérenniser), répond pour une part à ce besoin. Mais beaucoup reste à faire. C'est pourquoi le parti communiste et ses élus exigent qu'en matière d'aménagement du territoire priorité absolue soit partout donnée aux transports en commun, à commencer par le rail. D'où leur action permanente en faveur du maintien des lignes existantes, du développement des TER, et de



L'année 2016 a été celle du démarrage de travaux de percement préalables à la réalisation du tunnel ferroviaire.

## Pollution. Des paroles et des actes

« Faire baisser le niveau de particules fines dans l'air, c'est le principal levier à notre disposition pour améliorer la santé des habitants en ville » a déclaré madame Jactat, adjointe grenobloise à la santé. Souhaitons que le maire Eric Piolle prenne bonne note, lui qui en avril dernier a décidé que la ville de Grenoble ne verserait plus sa quote-part financière aux travaux de la ligne Lyon-Turin. Cette volte-face « va à l'encontre des besoins des usagers » a justement jugé le président des l'Association pour le développement des transports en commun.

Le même souhait et le même commentaire peuvent s'adresser à monsieur Emmanuel Macron et au gouvernement Hollande. N'ont-ils pas successivement renoncé à faire payer les pollueurs en n'installant pas, et pire en démontant, les portiques destinés à recueillir une éco-taxe auprès des transporteurs routiers français et étrangers ? Lancé sur les routes, au détriment de la SNCF, des centaines d'autobus dont la pollution est venue s'ajouter à celle déjà existante ?

A l'opposé de ces mesures, sous le titre « La France en commun », parmi sept grandes propositions faites par le PCF figure l'investissement dans « les énergies renouvelables, l'automobile propre, les transports urbains et ferroviaires, la rénovation thermique des bâtiments (...) »

A chacun de juger. Et de choisir..



### › l'essor du feroutage .

Pour notre région, une idée, qui date de 1991, doit aboutir au plus tôt : la ligne ferroviaire Lyon-Turin, avec pour premier objectif un report massif vers le rail du fret routier. Quelque 2,7 millions de camions traversent chaque année dans les deux sens la frontière franco-italienne. Pas moins de deux millions de tonnes de gaz à effet de serre au cœur des vallées alpines ! C'est dire l'amélioration de la qualité de l'air qu'apporterait le chargement de ces milliers de poids lourds sur la future liaison Lyon/Turin envisagée depuis 25 ans.

Il a pourtant fallu attendre janvier 2010 et novembre 2011 pour que les principales caractéristiques du projet soient validées par décision ministérielle, février 2015 pour que soit signé avec l'Italie un engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière, le 22 décembre enfin pour que l'Assemblée Nationale approuve cet accord, comme l'avaient fait deux jours plus tôt les députés italiens. Il semble admis que la nouvelle ligne ne sera pas opérationnelle avant 2025, voire 2030.

Contrairement à ce qui est demandé aux automobilistes, dans l'intérêt de tous, il serait temps d'accélérer... les travaux .



# Saint-Martin-d'Hères. Le sport pour tous est un enjeu prioritaire

FRANÇOIS PEREZ

Adjoint aux sports à Saint-Martin-d'Hères, Franck Clet est un élu atypique. En détachement partiel de son emploi de chef de table au casino d'Uriage, il exerce avec sérénité son mandat électif, ses responsabilités de secrétaire de l'union locale CGT de Vizille, de secrétaire fédéral de la fédération du commerce et de la distribution. Ancien joueur de seconde ligne de rugby, le sport est son domaine. Entretien.

## Qu'est ce qui distingue votre politique sportive ?

« L'équipe municipale partage une même conviction : le sport est un enjeu culturel et citoyen, facteur de lien social et d'intégration. Notre principe, c'est sport pour tous, à tous les niveaux possibles pour chacune, chacun, et à tous les âges de la vie. Notre conception des pratiques éducatives et sportives vise à favoriser un accès égalitaire à toutes les disciplines, à consolider la mixité sociale, la parité dans les responsabilités.

## LE BUDGET EN 2016

En 2016, le budget de fonctionnement de la ville était de 55,6 millions d'euros. Celui consacré à la jeunesse et au sport représentait 11% du budget général, soit 6,1 millions d'euros. Budget constant et conséquent. La ville attribue 630.000 € de subventions aux associations sportives, tout en préservant des crédits pour des activités de plein air à vocation pédagogique : sorties d'escalade, découverte de parcs naturels, de sports outdoor...



Service Communication Saint-Martin-d'Hères, P.A.

« Notre volonté, c'est le sport pour tous, à tous les niveaux possibles, pour chacune et chacun »

## Que représente le sport dans la commune ?

Nous comptons environ 6 500 pratiquants, bien plus si on additionne les adeptes d'activités indépendantes. 3 381 sont licenciés au sein de dix-neuf clubs en contrats d'objectifs et de moyens. Les autres sont inscrits dans les activités sportives municipales et clubs hors contrats.

## Les axes de votre politique ?

Dans les contrats d'objectifs, nous insistons pour promouvoir l'accès des femmes aux pratiques sportives dans toutes les disciplines, pour que l'accueil et la formation puisse être assurés. C'est le cas pour la gymnastique. Les clubs de boxe anglaise, de taekwondo, de volley s'en approchent ; d'autres suivront. Nous n'avons pas les moyens de répondre à toutes les attentes. Nous agissons contre les politiques d'austérité et de réductions

des dotations de l'Etat qui frappent plus que d'autres des populations comme les nôtres. Pour nous le sport est une activité à part entière qui concourt à l'épanouissement individuel, au mieux être collectif. C'est pourquoi nous en avons fait une priorité.

## OMS SMH

L'office municipal des sports est un interlocuteur sur lequel la municipalité et Franck Clet s'appuient pour mieux connaître les attentes des clubs et associations sportives, prendre les décisions, notamment dans la définition des critères de répartition des budgets. Une force de proposition qui contribue à l'émergence de solutions dans la diversité des pratiques, le soutien à la mixité, et pour le développement de la santé sportive avec le centre médicosportif, le seul encore en vie dans l'agglomération.

## Pour cette année, des vœux d'égalité

L'année 2016 est terminée. Dix ans se sont écoulés depuis que Reine Prat, missionnée en 2006 par le ministère de la Culture et de la communication, a rendu son rapport sur les inégalités hommes-femmes au sein des structures du spectacle vivant. Constat accablant : qu'il s'agisse de la direction des structures de la création artistique subventionnées, de réalisation cinématographique ou de téléfilms, de mise en scène ou de chorégraphie dans les théâtres subventionnés, des solistes instrumentistes ou de direction d'orchestre..., la proportion de femmes est toujours inférieure à 25%.

Face à cette situation, des collectifs se sont constitués dans plusieurs régions. En Rhône-Alpes, des professionnels dans les arts et la culture créent, en 2008, l'association HF Rhône-Alpes qui milite pour l'égal accès des femmes

*Dix ans après,  
moins de 25 %  
de femmes aux  
postes de direction*

et des hommes aux postes de responsabilité, aux financements et aux outils de travail dans les arts et la culture. L'association HF initie des actions diverses et variées dans le but d'informer, de sensibiliser, d'interpeller et mobiliser les pouvoirs publics, les institutions et les professionnels de la culture, de faire avancer la réflexion pour déboucher sur la mise en place de démarches et d'outils pour plus d'égalité.

Dix ans se sont écoulés mais les inégalités persistent malgré l'engagement des associations HF et de leurs parte-

naires régionaux. Beaucoup reste à faire. Et même pour éviter de régresser dans la période de chômage massif que nous vivons, où l'emploi féminin est toujours plus fragile. Un chômage que les politiques d'austérité ne font qu'aggraver, qu'elles soient menées au niveau européen, national ou local.

Dans les arts et la culture, comme dans les autres domaines, avancer dans la voie de l'égalité hommes-femmes requiert des progrès dans la démocratie économique et politique, des avancées à conquérir. Dans le cadre de mobilisations sociales importantes à construire, les élections prochaines peuvent en être l'occasion.

Il reste donc à nous souhaiter une bonne année 2017 de luttes politiques et de progrès social, une bonne année culturelle et beaucoup de jours heureux.



## Lire

**Notre sélection** par Régine Hausermann

*Retour en France après trois mois de mission à Hanoi. Saisie par le froid que j'avais oublié. Happée par le spectacle vivant et le cinéma qui me manquent beaucoup au Vietnam. La programmation du Centre culturel français manque de variété et les salles de cinéma vietnamiennes proposent surtout des films coréens et des blockbusters étatsuniens.*

*Ici en une semaine, j'ai pu voir la Sociale au Méliès, assister à un concert de musique contemporaine à la MC2 et découvrir l'exposition Pic et Bulle au musée de l'Ancien Evêché.*

**JACOB JACOB** • Valérie Zénatti • Prix du Livre Inter 2015

Jacob Melki a 19 ans. Il est primesautier, séduisant, intelligent, brillant. Un vrai gars de Constantine qui aime lire Hugo, Balzac, Flaubert et qui « parle français comme un Français ». Il est le chouchou de la famille et surtout de sa mère Rachel qui l'a eu sur le tard, bien longtemps après ses frères Alfred, Isaac et Abraham. Et après un autre Jacob, emporté par une fièvre. Voilà pourquoi Jacob est deux fois le fils de Rachel: son Jacob, Jacob.

« On n'est pas sérieux quand on a dix- [neuf] ans. » Clin d'œil

à Rimbaud. Jacob virevolte dans les rues de Constantine, vibre à la vue de la jolie Lucette.

En 1941-42, sous le régime de Vichy, Jacob qui aime tant l'étude a été jugé indésirable, en tant que Juif, au lycée d'Aumale. Mais en 1944, après le débarquement en Normandie, la France « le juge suffisamment français pour porter l'uniforme de son armée, il est lavé de la honte d'avoir été chassé de l'école ». Jacob part dans l'insouciance.

A la caserne, avant le départ, il retrouve des camarades du lycée d'Aumale dont les noms évoquent les différentes communautés de l'Algérie d'alors : Bonnin, Ouabedssalam, Attali, Haddad.

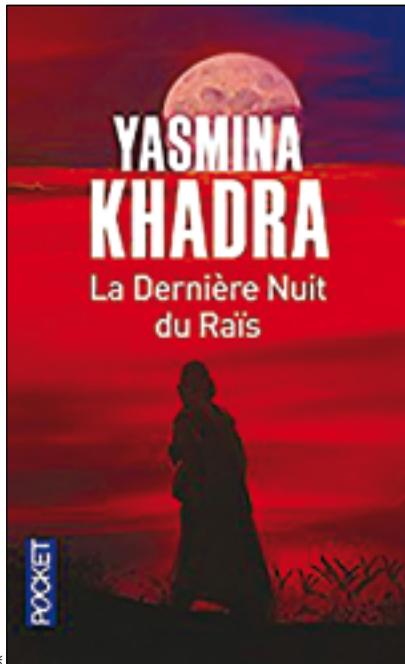
Le premier à disparaître est Haddad qui saute du bateau dans la baie d'Alger. A Lyon, Jacob découvre l'amour avec une jeune fille rencontrée dans un



Valérie Zénatti

bar. Puis c'est l'enfer de la bataille d'Alsace. Jacob semble se jouer des balles, des camarades tombent près de lui. Mais le répit est de courte durée, il est fauché par une rafale allemande.

Roman de la jeunesse abattue, sacrifiée, de la famille frappée par le malheur, Jacob Jacob passe de la légèreté à la mort dans une trajectoire tragique-



*La Dernière Nuit du Raïs*

ment rapide. En quelques semaines et cent cinquante pages.

« Je suis allée chercher ce que pouvait être ce corps à corps entre la France et l'Algérie, entre une histoire juive, algérienne et une histoire française », dit Valérie Zenatti au micro de France Inter. Corps à corps de jeunes hommes venus d'au-delà la Méditerranée avec la France qui n'a pas été tendre avec eux. Corps à corps des familles algériennes, des femmes notamment, ballotées entre deux langues (le français et l'arabe) et deux cultures (juive et musulmane).

« Jacob était fait de ces mots transmis de générations en générations, prières, bénédictions, exclamations, il était fait aussi des silences si nombreux autour de l'amour, de la mort. »

## LA DERNIÈRE NUIT DU RAÏS

• Yasmina Khadra

*Syrte, District 2*

*Nuit du 19 au 20 octobre 2011*

*Quand j'étais enfant il arrivait à mon oncle maternel de m'emmener dans le désert. Pour lui,*

*plus qu'un retour aux sources, cette excursion était une ablution de l'esprit.*

*J'étais trop jeune pour comprendre ce qu'il cherchait à m'inculquer, mais j'adorais l'écouter.*

Ainsi débute le récit de la dernière nuit du Raïs, tout en douceur et raffinement du langage.

Deux pages plus loin, le ton se durcit.

*Je suis Mouammar Kadhafi. Cela devrait suffire à garder la foi.*

*Je suis celui par qui le salut arrive.*

*Je ne crains ni les ouragans ni les mutineries. Touchez donc mon cœur ; il cadence la débandade programmée des félons...*

*Dieu est avec moi.*

Le chef d'Etat libyen est aux abois. Il attend son fils Moutassim pour quitter sa cachette et s'enfuir vers le désert, avec ses derniers fidèles. La nourriture manque. Il s'emporte contre son ordonnance, crie, menace. Puis remonte se reposer. Les souvenirs affluent. Son enfance bédouine, l'absence de père, les humiliations du jeune officier, sa fascination pour L'Homme à l'oreille coupée de Van Gogh, sa haine de la bourgeoisie, l'ascension et la prise du pouvoir, la rage de revanche, son désir de faire le bonheur du peuple.

Puis c'est la fuite affolée, désordonnée de la petite bande, attaquée et bloquée. Le Raïs se réfugie dans un tuyau d'irrigation où il est retrouvé, trainé dans un champ et mis à mort.

Yasmina Khadra se met dans la peau de Kadhafi, révèle ses failles et ses blessures, son désir de sauver son peuple, sa violence et sa mégalomanie, ses contradictions.

Il met à nu les ressorts de la barbarie humaine.

C'est une question qui hante les romans de Yasmina Khadra, ce militaire algérien qui a fui son pays et pris un nom d'emprunt pour exister pleinement à travers son désir d'écrire.

Lisez sa trilogie *Les Hironnelles de Kaboul*, *L'Attentat* et *Les Sirènes de Bagdad*.

L'Attentat est absolument passionnant qui nous fait suivre la quête du mari, chirurgien, arabe et Israélien, pour comprendre comment et pourquoi sa femme est devenue terroriste et s'est fait exploser dans un attentat-suicide.

A propos du roman consacré à Kadhafi, l'auteur explique que « les plus grands écrivains se seraient intéressés à Kadhafi. Tolstoï aurait aimé, Homère ou

Shakespeare aussi. »

Certes Kadhafi est « un personnage extraordinaire » et Yasmina Khadra un grand romancier.

Mais Kadhafi parlait-il si bien ? Le niveau de langue qui lui est prêté dans les scènes de monologue me laisse perplexe. Préjugé ? (Pocket)



Robert Espolieu

Yasmina Khadra de son vrai nom Mohammed Moullessehou

**Vous recherchez un logement neuf, APPARTEMENT ou MAISON ?**

**Contactez-nous**  
**04 76 15 21 21**  
**trignat.fr**





Vertiges



Knee Deep



Guillaume Meurice

## Sortir

### VERTIGES

Après plusieurs années d'absence, en pleine tourmente personnelle, Nadir tente de retrouver la tranquillité et d'échapper à la réalité de son quotidien en se rapprochant de sa famille pour s'occuper de son père mais il se retrouve plongé dans les nombreuses zones d'ombre qui entourent l'état de santé du patriarche et les paradoxes des liens familiaux. Après *Invisibles* (2011) et *Une étoile pour Noël* (2015), *Vertiges* est le troisième opus de Nasser Djemai autour de la construction identitaire, un voyage initiatique à la fois drôle et cruel sur ce qu'est devenue une partie de notre république.

A la MC2, Grenoble

**Du 11 au 28 janvier, mer, jeu et sam 28, 19h30 ; mar et ven, 20h30 ; sam 14 et 21, 14h30**

### YAËL NAÏM ET LE QUATUOR DEBUSSY

Yaël Naïm a été sacrée meilleure artiste féminine de l'année aux dernières Victoires de la Musique. Avec le quatuor Debussy, elle nous offre un moment unique revisitant son répertoire

dans des arrangements nouveaux avec cordes. Métissage musical réussi, dialogue sensible entre une voix incomparable et un ensemble de musique de chambre de premier plan.

**A La Rampe, Echirolles  
Les 12 et 13 janvier à 20h**

### LE GRAND MÉDIUM INTERNATIONAL

C'est un concert/performance avec six musiciens et deux plasticiens français et sénégalais, une rencontre surprenante entre tradition et modernité, dans laquelle chacun garde l'authenticité de sa propre musique souvent improvisée. Voix et instruments se mêlent sur des rythmes de blues, de rock, de biguine pendant que les plasticiens composent des sculptures lumineuses en manipulant des images filmées, mixées et projetées en direct.

**A La Source, Fontaine  
Le 14 janvier à 20h30**

### KNEE DEEP

#### COMPAGNIE CASUS CIRCUS

Avec le quatuor Debussy, La Rampe avait également accueilli la compagnie australienne CIRCA en mai 2015. Trois artistes

issus de cette compagnie et un quatrième venu des arts traditionnels Samoans ont fondé la compagnie Casus Circus qui produit un cirque de création enraciné dans les origines du genre. Les circassiens nous font partager un moment foisonnant d'émotions, de tensions et d'extrême habileté, en privilégiant « l'inventivité d'un art entre danse et acrobatie, force et poésie, puissance et grâce (...) C'est beau, prenant, quasi au-delà du réel. Un spectacle vraiment exceptionnel » (Télérama.fr). C'est conseillé dès 7 ans.

**A La Rampe, Echirolles  
Les 17 et 18 janvier à 20h**

### BIG BAND DE FONTAINE

#### BIG BAND DE L'OUEST

C'est une soirée exceptionnelle que propose le Big Band de Fontaine avec ses invités du Big Band de l'Ouest, un panorama de compositeurs majeurs qui ont produit pour le jazz en grand ensemble. Du swing dans la plus pure tradition avec ces deux formations et en présence des solistes Denis Le Loup, l'un des meilleurs trombonistes du monde et Thomas Mayade, jeune talent européen, à la trompette. Un concert qui s'an-



Bernard Pulcini

Yaël Naïm et le quatuor Debussy

nonce historique !  
**A La Source, Fontaine  
Le 21 janvier à 20h**

### QUE DEMANDE LE PEUPLE ?

Dans le cadre du Festival d'humour en Isère, Aux rires etc.), l'Heure Bleue accueille Guillaume Meurice qui nous livre sa vision cynique et satirique de notre société dans un spectacle où il incarne Xavier, numéro 2 d'une boîte de com, créateur de slogan et de discours pour le monde politique. Il est le nouveau communicant de Manuel Valls. Sa mission : redonner le moral au peuple et le réconcilier avec ses dirigeants malgré les sondages en chute libre, les scandales d'Etat, la crise de confiance ... mission impossible ? Impossible n'est pas Xavier ! On s'y croirait !

**A L'Heure Bleue, Saint-Martin-d'Hères  
Le 28 janvier à 20h**

# Comment l'Europe a perdu tout sens du commun

PAR **MARIE-CHRISTINE VERGIAT** - DÉPUTÉE EUROPÉENNE DU FRONT DE GAUCHE

**P**ourquoi l'UE a-t-elle renoncé à construire une Europe basée sur des valeurs communes, dont la première est la solidarité ? Au départ, le compromis entre socialistes, libéraux et conservateurs reposait sur un axiome : la construction européenne maintiendrait la paix, conduirait à la prospérité économique et donc au progrès social.

Certains estiment que le ver était dans le fruit dès l'origine, le marché commun. D'autres considèrent que le traité de Maastricht a été une nouvelle étape vers une Europe politique. Dans les années 90, l'UE était dominée par des gouvernements « sociaux-démocrates ».

## **Que s'est-il passé pour que, 25 ans plus tard, on en soit là ?**

En 1989, la chute du mur de Berlin a bouleversé les équilibres. Tony Blair et Gerhard Schröder ont alors prôné une troisième voie, entre socialisme d'État et économie de marché. Elle n'en fut pas une et a conduit à un ultra-libéralisme débridé : toute régulation de l'État était à proscrire. Les « nouveaux entrants », pays issus de l'ancien bloc de l'Est, furent, moyennant cures d'austérité, intégrés et livrés aux spéculateurs.

Au même moment, les services publics entrent dans la ligne de mire. Ce sont de puissants vecteurs de cohésion sociale, garants/gérants de biens communs (protection sociale, santé, éducation, transports...), outils d'intervention publique et clés de l'égalité entre territoires et entre citoyens.

A l'origine, les « services économiques d'intérêt général » (SIEG) étaient exclus du Traité de

Rome. En 1992, il est apparu que les grands services publics (et notamment l'énergie, les transports et les télécommunications) étaient les seuls à échapper au marché. Devenus « services public marchands », les SIEG ont donc été libéralisés dans « l'intérêt des consommateurs » pour faire baisser les prix grâce à la « concurrence libre et non faussée ». On sait ce qu'il en est advenu. Les usagers sont devenus clients et les services publics ont été réduits à la seule fonction d'amortisseurs de crise. L'idée d'Europe sociale semble appartenir au passé. Margaret Thatcher et son TINA (There Is No Alternative) semble avoir gagné.

La crise de 2008 n'a fait qu'aggraver le phénomène. La crise de la dette privée (les banques) a été transformée en crise de la dette publique (les États) et au nom de cette tyrannie de la dette, il faut encore réduire les dépenses publiques. La Grèce en est le symbole ou la caricature. Toutes les propositions du gouvernement Tsipras ne répondant pas aux diktats de la Commission ou des ministres de l'économie de la zone euro ont été balayées sans le moindre examen. Et la soi-disant crise des migrants est un nouveau révélateur de ce refus de construire une « maison commune ».

Alors oui, l'Europe vit une crise existentielle. Mais faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain et renoncer à toute alternative, ou s'agit-il pour la gauche de relever le défi d'une autre Europe ?

## *Quand l'« intérêt général » est devenu « marchand »*





## Banquet populaire à SMH

La section communiste de Saint-Martin-d'Hères donne rendez-vous aux Martinérois le **dimanche 5 février** à partir de 10h à l'**Heure bleue**. Un meeting portant sur les luttes d'hier et d'aujourd'hui (sécurité sociale, statuts, nationalisations) sera suivi d'un banquet populaire autour de spécialités italiennes. Animation musicale avec les Mauvaises herbes qui chantent Brassens.

Inscriptions auprès des militants, prix du repas : 13 euros ; repas enfant : 6 euros. Renseignements au 04 76 01 81 38 pcf.smh@wanadoo.fr



Bibi Van Meer

*De la convivialité et de la camaraderie de tous âges durant le repas de Marx Noël des JC le samedi 17 décembre dernier.*



BR

## L'ARGENT POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET ÉCOLOGIQUE

À Pont de Claix, la section du PCF Sud Grenoblois a mené une action symbolique devant la Société générale et remis un avis d'expropriation citoyen au directeur de l'agence bancaire pour défendre la nationalisation de la banque et son intégration dans un pôle public bancaire qui soit sous contrôle démocratique.



Luc Renaud

Les communistes de la **Ve circonscription** (Grésivaudan, Chartreuse St-Egrève) ont choisi leurs candidats aux législatives. Il s'agit de Sylvie Guinand, titulaire, et Joël Marseille, remplaçant. Sylvie Guinand est conseillère municipale d'opposition à Saint-Egrève et Joëlle Marseille premier adjoint à Tencin. Une candidature placée sous le signe de la résistance et du rassemblement des forces de gauche pour une députée utile à la circonscription et à ses habitants.

## Climat, le bien commun par excellence

*Evelyne Didier, sénatrice communiste de Meurthe et Moselle, a su alimenter la controverse le jeudi 8 décembre dernier, lors d'un débat organisé au siège de la fédération. Même sans accord contraignant, la COP 21 a marqué une avancée par la reconnaissance de la nécessité de limiter le réchauffement climatique à 2°, voire 1,5°. Face aux conséquences humaines des dérèglements climatiques, nous ne devons pas céder à la « finance verte ». L'intervention des peuples est nécessaire, ce débat doit rester le leur, le nôtre.*

## La disparition de Josette Kahane

Josette Kahane est décédée le 18 décembre dernier. Enseignante, elle était la maman de Claudine Kahane, universitaire et secrétaire de la section communiste des universités. Ceux qui ont connu Josette Kahane gardent le souvenir d'une grande dame qui a marqué la vie universitaire grenobloise. A sa famille et à ses proches, notre journal présente ses condoléances fraternelles.

## LOTOS

de la **JC** et des **amis du TA**

les **28 janvier** et **11 février**

**Salle Édmond Vigne à Fontaine**

## Voeux

de la **fédération Isère du PCF**

**21 janvier à 11h**

20 rue Émile Gueymard - Grenoble



L'utilisation des mots de l'entreprise pour désigner des réalités publiques, évacue le sens politique de l'action. Il ne s'agit pas de ne plus utiliser ces mots, mais de connaître le pouvoir qu'ils ont sur notre capacité de pensée.

Dans le cadre des lois Maptam (création des métropoles) et NOTRe (organisation et compétences des collectivités territoriales), la décentralisation évolue et continue de transformer l'action publique sur le territoire national.

Les différents actes de décentralisation depuis 1981 désignent un chef de file à qui l'on attribue le « chef de filat » de telle ou telle compétence. Un chef de file est une collectivité territoriale qui a la charge d'assurer la coordination d'une politique publique sur son territoire. Le département, par exemple, est le chef de file de l'action sociale.

Les pouvoirs publics ont une capacité à produire des mots de plus en plus compliqués pour désigner l'action publique. Une série de mots techniques, comme chef de filat, compétence, mais aussi de sigles envahissent notre pensée. La plupart de ces mots ont une origine sémantique liée à l'entreprise privé et non à la science politique.

## Pour un chef de filat régional efficace

**LA GAZETTE DES COMMUNES**

16 DÉCEMBRE 2016

La question de l'emploi et de la formation, dont la compétence est partagée entre plusieurs collectivités (communes, communautés de communes, départements, régions) pourrait être confiée aux régions.

La notion de chef de filat est liée à l'expression « compétence », qui désigne un devoir d'agir, quand la compétence est obligatoire, et un pouvoir d'agir, quand la compétence est générale.

Chaque mois le Travailleur Alpin décrypte un « élément de langage » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à [contact@travailleur-alpin.fr](mailto:contact@travailleur-alpin.fr)

**À retrouver :**

- AIDE (x2)
- DOMICILE
- ADPA
- ACCOMPAGNEMENT
- RETRAITÉS
- ASSOCIATION
- PRÉSERVATION
- AUTONOMIE
- HANDICAP
- EDUCATEUR
- SOIGNANTE
- ALITÉS
- FAMILLE
- COUCHER
- INFIRMIÈRE
- SENIOR
- PLANNING



**Nous trouver en kiosque :**

- Les Ecureuils Tabac-presse - 17, rue Gabriel Didier 38130 Echirolles
- Chalvin Tabac-presse - 114, grande rue 38650 Monestier-de-Clermont
- Tabac du campus - 442, avenue de la bibliothèque 38400 Saint-Martin-d'Hères
- Fédération de l'Isère du PCF - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble

*Le* **travailleur alpin**★

**ABONNEZ VOUS !**

**Formule classique :**

11 numéros

**26**  
euros



**Formule soutien :**

11 numéros + soutien au TA

À partir de  
**45**  
euros



ou faites-en bénéficier un-e proche

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. [ ] Courriel \_\_\_\_\_

Règlement par chèque à libeller et à envoyer au :

**Travailleur Alpin 20, rue Émile Gueymard BP1503, 38025 GRENOBLE CEDEX 1**

2017

